



MARS - AVRIL 2025

BULLETIN BIMESTRIEL SUR LA VEILLE INFORMATIVE ET D'ALERTE SUR LES CONDITIONS DES MÉNAGES PASTORAUX ET AGROPASTORAUX

Le système de veille pastorale, mis en place par le Réseau Billital Maroobè (RBM) et Action Contre la Faim(ACF) avec l'appui des partenaires techniques et financiers (voir les logos en dernière page), s'appuie sur l'optimisation des dispositifs existants (veille informative, alerte et prévention des conflits, comptage et cartographie des mouvements de transhumance) établis par les organisations pastorales, en s'appuyant sur un réseau d'informateurs clefs. Les différents systèmes d'information permettent de fournir périodiquement

: (i) des alertes en cas de catastrophes, de conflits ou de menaces ; (ii) des informations sur la situation des ménages pastoraux, la disponibilité de la ressources naturelles (eau et pâturages) ;le fonctionnement des marchés et l'appui reçu par le secteur ; (iii) une cartographie des éleveurs et des animaux bloqués dans les pays situés dans la partie Sud de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire) en raison de mesures politiques; (iv) l'identification des points de regroupement des troupeaux confrontés à la restriction de la mobilité ; et (v) la cartographie des mouvements des éleveurs le long du couloir central de transhumance, afin de mieux comprendre la dynamique et les caractéristiques des déplacements internes (nationaux) et transfrontaliers.

ZONE DE COUVERTURE DES SYSTÈMES DE VEILLE PASTORALE

Elle regroupe les zones d'intervention de RBM et ACF. Ces zones sont des sous-espaces pastoraux dans 10 pays : Mali (TASSAGHT), Niger (AREN), Burkina Faso (CRUS, RECOPA), Sénégal (Antenne Sénégal), Mauritanie (GNAP), Togo (PAEP-Togo), Benin (ANOPER), Nigeria (BILPAN), Côte d'Ivoire (OPEN/CI), Ghana (GNACAF) avec l'appui des services techniques décentralisés du Mali, du Niger et du Burkina.

FAITS SAILLANTS

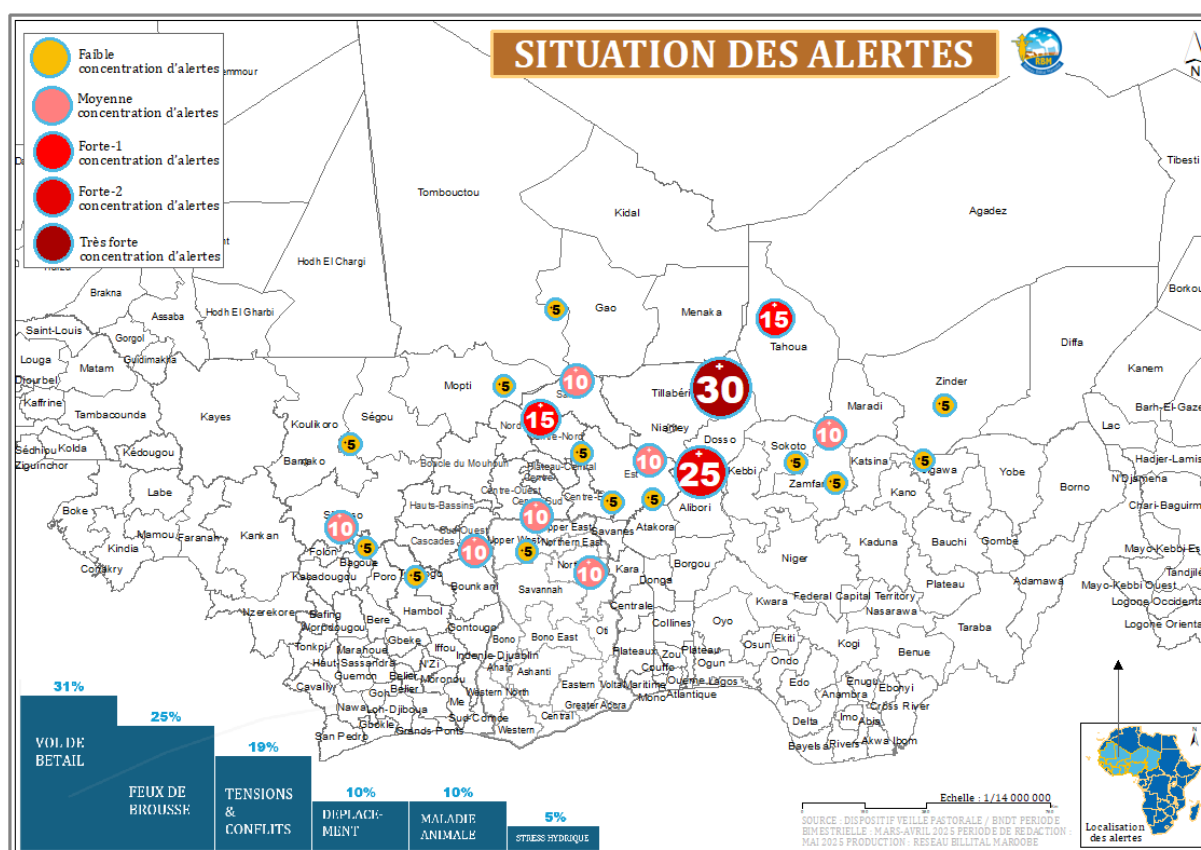
- Une saison sèche prolongée et pic de la période de soudure atteint dans plusieurs zones et entraînant une aggravation préoccupante de la dégradation des pâturages dans le Sahel central, la réduction de la disponibilité en eau d'abreuvement et des feux de brousse ;
- Une intensification des flux transfrontaliers de transhumance au Sahel où des milliers d'éleveurs et leurs troupeaux se dirigeaient vers le Niger et le Mali, fuyant une insécurité persistante et une sécheresse persistante ;
- Conflits autour des points d'eau résiduels, devenus des enjeux de survie. Et des affrontements localisés, parfois meurtriers, ont éclaté entre éleveurs et agriculteurs pour le contrôle de ces ressources vitales ;

- Malgré la raréfaction des ressources, les troupeaux affichent un état corporel globalement passable, résultat de stratégies pastorales innovantes. Les éleveurs ont optimisé l'utilisation des ressources restantes grâce à une rotation intelligente des parcours et à l'intégration de fourrages d'appoint, démontrant une capacité à s'adapter aux contraintes environnementales ;
- Persistance des conflits agro-pastoraux dans le Sahel central en raison de la compétition pour l'accès aux ressources vitales, eau et pâturages ;
- Allongement des distances toujours plus longues pour abreuver les troupeaux, itinéraires sur lesquels les éleveurs se heurtent désormais à des checkpoints illégaux et à des attaques organisées le long des corridors de transhumance ;
- Recrudescence des vols de bétail dans le Sahel central, frappant de plein fouet les régions de Tillabéri (Niger) et du Sahel burkinabè ;
- Une légère amélioration des termes de l'échange (+10% dans certaines zones) a permis aux éleveurs d'acquiescer davantage de céréales contre un animal, renforçant leur sécurité alimentaire.



ALERTES DE LA PERIODE

Au cours de la période allant de mars à mai 2025, les régions de Tillabéri, Dosso, Tahoua, Maradi (Niger), Sahel, centre Nord (Burkina Faso), Gao (Mali) et certaines zones frontalières (Bénin, Ghana, Nigeria) ont connu une recrudescence d'alertes liées aux conflits agropastoraux, vols de bétail, feux de brousse, tensions communautaires, maladies animales et impacts climatiques, etc.



Carte n°1 : Situation des alertes.

Les zones de concentration d'alertes furent principalement les régions de Tillabéri, Tahoua, Dosso et Maradi au Niger, marquées par une recrudescence des conflits agropastoraux, de vol de bétail, feux de brousse et des transhumances forcées ; les régions du Sahel, de l'Est et du Centre Nord au Burkina Faso, épicentres de tensions autour des points d'eau et du surpâturage ; les régions de Gao et Mopti au Mali, théâtres de vols de bétail organisés et feux de brousse ; ainsi que les zones frontalières du Nord Ghana et du Nord Côte d'Ivoire, confrontées à une pression accrue sur les ressources fourragères. Une augmentation de +5% du nombre d'alertes a été constatée par rapport à la période antérieure, soulignant l'aggravation des vulnérabilités des éleveurs.

Si l'intensification des conflits agropastoraux et la pression sur les ressources révèlent une crise de cohabitation, cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large de raréfaction des pâturages et de dégradation des écosystèmes. Pour mieux appréhender les causes de ces

tensions, il est essentiel d'analyser la disponibilité en pâturages et en aliments du bétail (SPAI), qui mesure directement l'accès aux ressources vitales pour les troupeaux et anticipe les risques de nouvelles confrontations.

DISPONIBILITE EN PÂTURAGES & ALIMENT DU BETAIL (SPAI)

➤ Disponibilité en pâturages

® *Etat des lieux, analyse et interprétation de la disponibilité en pâturages :*

Les données collectées entre mars et avril 2025 révèlent une détérioration marquée des pâturages dans plusieurs régions de la zone d'intervention du RBM, notamment au Burkina Faso (Centre-Nord, Est, Nord), au Niger (Dosso), et au Mali (Sikasso, Koulikoro). La disponibilité en pâturages est qualifiée de "très insuffisante" dans 65 % des localités, en particulier au mois d'avril, avec des commentaires selon les relais comme :

- « La disponibilité des fourrages est devenue très insuffisante » (Boussouma, Burkina Faso, avril 2025).
- « Il n'y a plus d'herbes en brousse » (Burkina Faso, avril).

Les régions du Sahel et du Centre-Nord du Burkina Faso sont les plus touchées, avec une réduction drastique des ressources fourragères liée à la sécheresse et à la concurrence pour les terres. Tandis qu'une appréciation insuffisante généralisée se fait observée à Sikasso au Mali. Au Niger, la situation est plutôt reluisante par rapport aux autres pays, cependant, les communes de Gaya et Falmey signalent des conflits récurrents pour l'accès aux points d'eau et aux zones de pâture, exacerbés par la situation sécuritaire dégradée.

Le taux de pénurie : 52 % des localités du Sahel central (Burkina Faso, Niger, Mali) signalent une insuffisance ou une absence de complément alimentaire industriel SPAI, notamment à *Boulsa, Gaya, Sikasso et Kongoussi*.

® *Principales causes de la dégradation des pâturages et la pénurie du SPAI*

En mars et avril 2025, la situation critique des pâturages dans le Sahel central résulte d'un enchaînement de plusieurs acteurs. D'abord, une sécheresse prolongée et des pluies tardives ont réduit la régénération des herbages, notamment au Burkina Faso (Centre-Nord) et au Niger (Dosso). Ensuite, la pression sur les ressources s'est accentuée : la concentration des troupeaux autour des points d'eau restants a provoqué un surpâturage et une dégradation accélérée des sols, comme observé à Sikasso (Mali), Boulsa (Burkina Faso) ou Maradi (Niger).

Parallèlement, l'insécurité civile a bloqué les axes de transhumance traditionnels, limitant l'accès à des zones de pâture alternatives. Au Niger, les conflits autour de Gaya ont contraint les éleveurs à se concentrer dans des espaces réduits, exacerbant la compétition pour les ressources. Enfin, la flambée des prix des aliments bétail (SPAI), combinée à une pénurie à 52 %, a privé les éleveurs de solutions de substitution, aggravant la malnutrition animale et les pertes économiques. Ces dynamiques interdépendantes, ont créé un cercle vicieux, plongeant les pâturages et les communautés pastorales dans une situation pastorale difficile.

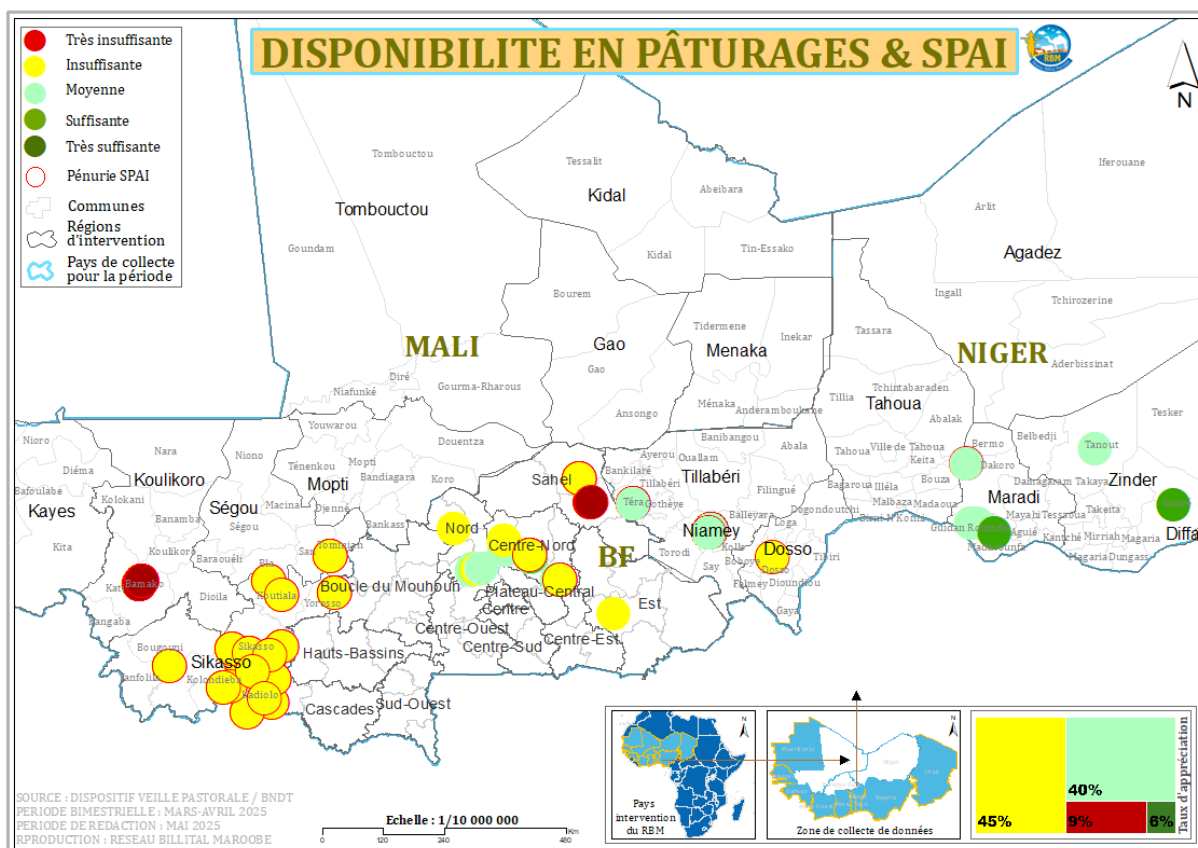
Le SPAI est majoritairement importé, et les perturbations des chaînes d’approvisionnement (conflits qui bloquent les axes d’approvisionnement du SPAI, inflation) limitent les stocks. A cela s’ajoute la raréfaction des pâturages qui pousse les éleveurs à dépendre davantage du SPAI et accentue la pénurie. Cependant, la malnutrition due au manque de SPAI a entraîné selon les relais, des maladies comme la pasteurellose (signalée à Boussouma) et une baisse de la production laitière (-30 % signalée dans le Nord du Burkina Faso). De plus, de nombreux éleveurs sont contraints de vendre une partie de leur cheptel à bas prix pour acheter des aliments ou faire face à des besoins urgents à cause de la pénurie : Cela réduit leur capital productif à long terme.

® *Conditions des éleveurs face à cette situation*

Les éleveurs transhumants sont confrontés à des défis majeurs. Face cette crise, ils adoptent des stratégies de survie précaires telles que la transhumance forcée vers le Bénin (Dosso, Niger) malgré les risques sécuritaires, recours à des substituts alimentaires coûteux aggravant l’endettement, et solidarité communautaire limitée.

Les éleveurs sédentaires, incapables de migrer, subissent de plein fouet la raréfaction des pâturages et, la pénurie de compléments alimentaires (SPAI). Dans des localités comme Boulsa (Burkina Faso) ou Gaya (Niger), ils dépendent de résidus de récoltes ou d’aliments industriels hors de prix, creusant leur endettement. La malnutrition animale entraîne des maladies récurrentes (pasteurellose, mammites) selon les agents relais et une chute de la productivité laitière, réduisant leurs revenus. Confrontés à des tensions locales pour l’accès à l’eau et à des aides insuffisantes, beaucoup vendent leur bétail à bas prix pour survivre, menaçant leur capital productif et aggravant l’insécurité alimentaire. Sans soutien structurel, leur résilience pourrait s’effriter, les plaçant en première ligne de la crise pastorale.





Carte n°2 : Disponibilité en pâturages.

® Interprétation du sort des éleveurs

Les éleveurs du Sahel central sont pris dans un cercle vicieux : la disponibilité médiocre des pâturages et la pénurie de SPAI se renforcent mutuellement, créant une situation critique pour les communautés pastorales. Les éleveurs sédentaires, qui ne peuvent pas migrer, sont particulièrement vulnérables, car ils doivent faire face à une pénurie de ressources locales et à des prix élevés des aliments pour bétail. Les éleveurs transhumants, quant à eux, sont confrontés à des risques accrus lors de leurs déplacements, notamment l'insécurité et les conflits. Cette situation menace non seulement la sécurité alimentaire des éleveurs, mais aussi la résilience de leurs moyens de subsistance.

DISPONIBILITE EN EAU & SANTE DES RUMINANTS

➤ Disponibilité en eau

Entre mars et avril 2025, la disponibilité en eau dans les trois pays du Sahel central reste toujours précaire en raison de la saison sèche qui caractérise cette période. Les précipitations sont quasi inexistantes, et les ressources en eau dépendent principalement des infrastructures pastorales et des points d'eau naturels. Les sources d'eau utilisées par les

éleveurs et les communautés pastorales varient selon les régions, mais reflètent une forte dépendance à des ressources limitées et souvent dégradées. Ce sont entre autres, les forages (puits forés), les puits traditionnels, les rivières et barrages, les mares naturelles, les points d'eau improvisés et les retenues collinaires. Les données révèlent une crise hydrique aiguë dans le Sahel central, où l'accès à l'eau pour les éleveurs et leurs troupeaux devient un défi quotidien et une source de tensions croissantes.

Au Burkina Faso, 70 % des localités signalent une disponibilité en eau « insuffisante » à « très insuffisante », avec des forages surutilisés et des puits à sec dès la période de mi-mars dans la zone d'intervention. Les éleveurs décrivent des parcours de plusieurs kilomètres pour abreuver leurs animaux, exacerbant la fatigue du bétail déjà affaibli par le manque de pâturages. Au Niger, les points d'eau restants (mares, barrages) sont devenus des zones de conflits pour la plupart. Les données montrent que 45 % des incidents recensés entre éleveurs et agriculteurs sont liés à l'accès à l'eau. Un éleveur de Dosso, à travers le relais a rapporté que : « les puits sont contrôlés par des groupes inconnus, et les taxes illégales rendent l'eau inaccessible ». Les tensions s'aggravent avec l'afflux d'éleveurs transhumants bloqués par l'insécurité, créant une surpopulation autour des rares points fonctionnels. Au Mali (région de Koulikoro), les rivières et barrages, pourtant vitaux, ont été par moment pollués ou ensablés dans 60 % des cas, selon les données rapportées. À Fana et Dioïla, les éleveurs sédentaires dénoncent la concurrence avec les exploitants agricoles qui détournent l'eau pour l'irrigation, laissant les animaux sans ressources.

L'eau, ressource déjà rare, devient un enjeu de survie et de pouvoir. Sans mécanismes de gestion inclusive ni infrastructures durables, les tensions risquent de dégénérer en conflits ouverts, menaçant la cohésion sociale et la résilience des communautés agro-pastorales. Les données appellent à une action urgente : « L'eau semble être devenue plus précieuse que le bétail », résume un éleveur de Tin-Akoff (Burkina Faso).

➤ **Constats de sécheresse (un terreau fertile pour les crises)**

La sécheresse récente est l'une des pires de la décennie et aggrave chaque maillon de la crise :

- Pâturages réduits à néant : 70 % des zones de pâture du Sahel central sont classées « très dégradées ».
- Eau contaminée ou inaccessible : Les mares asséchées de *Dioïla* (Mali) et les puits surchargés de *Maradi* (Niger) deviennent des foyers de maladies.
- Stress thermique : Les températures atteignant 45°C en avril affaiblissent davantage les animaux, accélérant leur déclin.

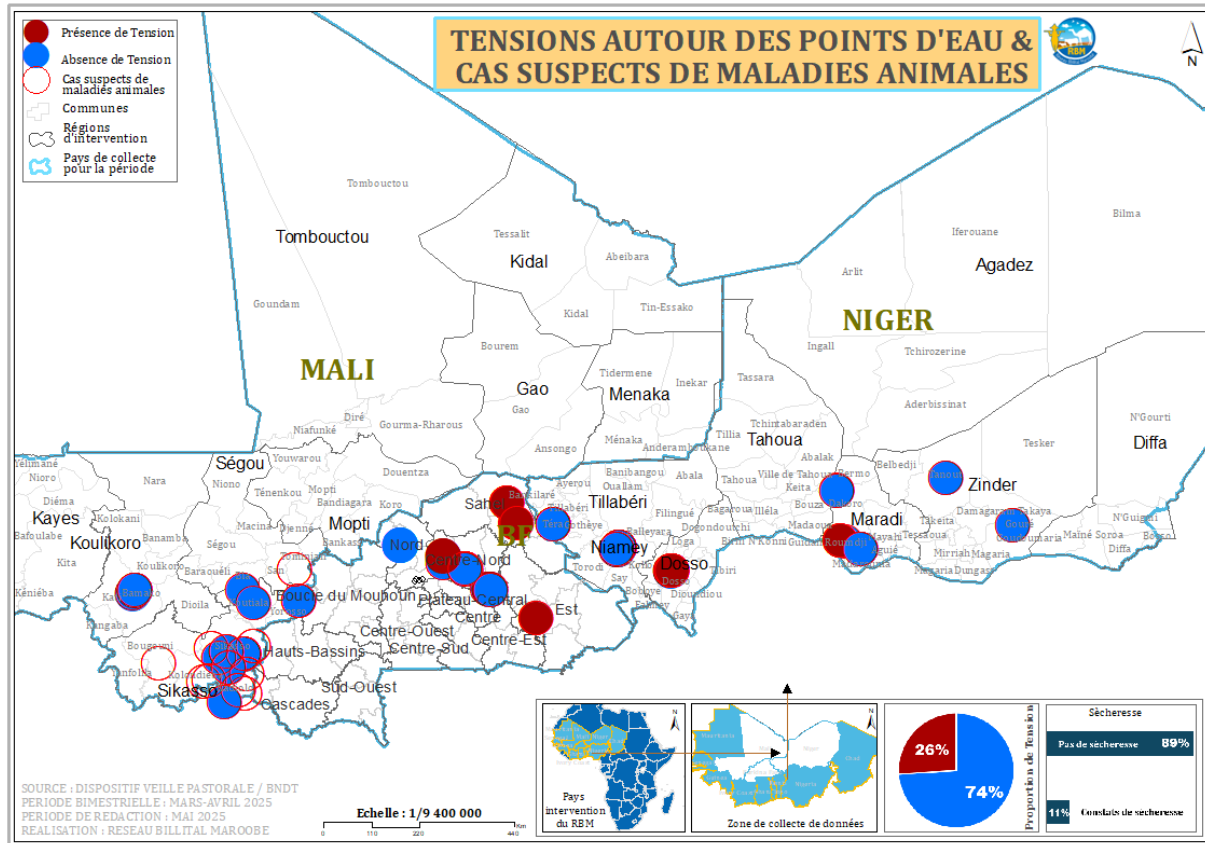
➤ **Tensions autour des points d'eau**

Au cœur du Sahel central, les points d'eau, autrefois lieux de vie et d'échange, sont devenus des zones de conflits latents. Entre mars et avril 2025, la raréfaction des ressources hydriques, combinée à une pression humaine et animale croissante, a transformé les puits, forages et mares en enjeux de pouvoir et de survie.

® **Quelques foyers de tensions**

Au Burkina Faso (Centre-Nord), à Boussouma et Kongoussi, les forages surchargés voient des files d'attente interminables. Les éleveurs et agriculteurs s'affrontent pour l'accès, certains

arrivant à l'aube pour sécuriser quelques seaux. « En mi-avril, un éleveur a été blessé à la machette près d'un puits... L'eau vaut de l'or ici », témoigne un habitant de Kongoussi à travers le relais. Au Niger (Maradi, Dosso), les mares temporaires, comme celles de Gaya ont attiré des milliers de têtes de bétail, mais leur assèchement précoce en avril a provoqué des heurts. Au Mali (Koulikoro), les rivières Bani et Niger, polluées par les pesticides agricoles, sont le théâtre de tensions entre éleveurs et exploitants de rizières.



Carte n°3 : Tensions autour des points d'eau.

® **Quelques causes et conséquences des tensions**

Les pluies tardives de 2024 n'ont rempli que 30 % des nappes phréatiques, laissant les terres arides et les points d'eau à sec. À Kongoussi (Burkina Faso), des centaines de bœufs et de chèvres se pressent autour des mêmes mares asséchées, piétinant les sols jusqu'à les rendre stériles. « Avant, les puits tenaient jusqu'en juin, mais cette année, tout est vide en avril », déplore un éleveur de la région. À Dosso (Niger), des éleveurs bloqués par des barrages illégaux se retrouvent contraints de partager des points d'eau déjà surchargés. Dans les mares stagnantes de Boussouma (Burkina Faso), les animaux boivent une eau boueuse et contaminée, déclenchant des épidémies de pasteurellose.



➤ **Etat de santé des ruminants**

® **Maladies récurrentes chez les ruminants**

Les données pour cette période de mars à avril 2025 révèlent une recrudescence alarmante de maladies chez les ruminants, directement liée à la dégradation des conditions de vie et à la raréfaction des ressources :

- ***Pasteurellose*** : Épizootie signalée à Boussouma (Burkina Faso) et Dosso (Niger), avec un taux de mortalité de 15 % chez les ovins.
- ***Mammites*** : Fréquentes chez les caprins à Kongoussi (Burkina Faso) en raison de la malnutrition et du stress hydrique.
- ***Parasitoses intestinales*** : 40 % des bovins examinés à Maradi (Niger) souffrent de vers gastro-intestinaux, liés à l'ingestion d'eau contaminée.
- ***Clavelée*** (variole caprine) : Cas groupés signalés à Gaya (Niger), favorisés par la baisse des défenses immunitaires.

Exemple concret : À *Tin-Akoff* (Burkina Faso), un éleveur a perdu 20 brebis en une semaine à cause d'une combinaison de pasteurellose et de carences alimentaires. « *Les animaux sont trop faibles pour résister... On dirait qu'ils meurent de désespoir* », témoigne-t-il.

® **Vulnérabilité des éleveurs face aux crises sanitaires**

Les éleveurs, déjà fragilisés par la sécheresse et les conflits, sont dépassés par les crises sanitaires :

- Accès limité aux soins vétérinaires : Seuls 20 % des éleveurs de *Koulikoro* (Mali) ont accès à des vaccins ou traitements.
- Pertes économiques brutales : À *Falmey* (Niger), un éleveur a perdu 80 % de son cheptel en avril 2025, le contraignant à vendre ses dernières têtes pour payer des médicaments.
- Endettement accru : Les prêts à taux usuriers pour acheter des antibiotiques ou des aliments de substitution plongent les familles dans la spirale de la dette.

Alors que les éleveurs luttent contre des crises sanitaires dévastatrices, pertes de cheptel, endettement et accès limité aux soins, cette vulnérabilité humaine s'inscrit dans un contexte plus large de concentration et de mouvements anormaux des animaux, où la raréfaction des pâturages et les déplacements forcés exacerbent les risques sanitaires et économiques



CONCENTRATIONS ET MOUVEMENTS DES ANIMAUX

➤ État des lieux

La concentration des animaux entre mars et avril 2025 dans les zones agro-sylvo-pastorales du Sahel central a été marquée par des dynamiques critiques, influencées par quelques facteurs clés tels que :

- La fin des saisons ou nous assistons à un épuisement des points d'eau et pâturages résiduels, poussant les troupeaux à se concentrer autour des rares zones humides (mares, fleuves Niger et Sénégal, barrages), et un épuisement des points d'eau et pâturages résiduels, poussant les troupeaux à se concentrer autour des rares zones humides (mares, fleuves Niger et Sénégal, barrages).
- La transhumance précoce : Des retards pluviométriques anticipés en 2025 a dû forcer les éleveurs à prolonger leur séjour dans les zones de parcours habituelles, augmentant la pression.
- Insécurité et conflits : Dans des régions comme Tillabéri (Niger), le Sahel burkinabè, ou Gao (Mali), certains mouvements de bétail ont été contraints vers des couloirs sécurisés, créant des points de congestion (ex : zones frontalières Ghana-Côte d'Ivoire).

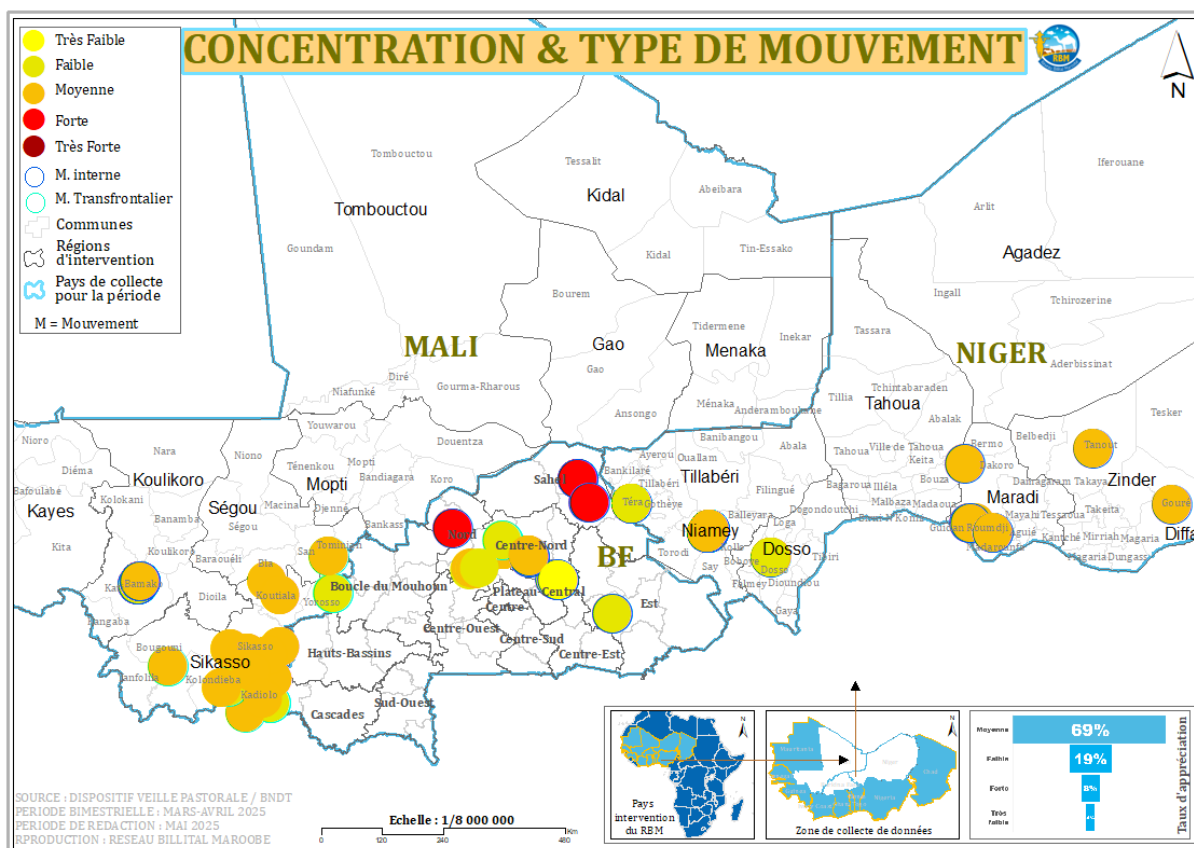
La période mars-avril 2025 semble amplifier les vulnérabilités pastorales, nécessitant une réponse coordonnée pour éviter l'effet domino : *pénurie de ressources vers conflits vers insécurité alimentaire*. L'indicateur SPAI sera crucial pour piloter ces actions.

➤ Analyse narrative des niveaux de concentration (très faible à forte)

La concentration des troupeaux reste très faible dans les zones arides éloignées (ex : nord du Mali, nord Niger), où l'accès à l'eau et aux pâturages est quasi inexistant, limitant la présence animale. Elle devient modérée dans les corridors de transhumance saisonnière (régions de Dosso, sud Burkina Faso et Mali), où les ressources, bien que limitées, attirent des mouvements contrôlés. Enfin, la concentration atteint un niveau fort à critique autour des points d'eau permanents (fleuve Niger, barrages de Maradi) et des zones agricoles périurbaines, générant du surpâturage, des conflits et une dégradation accélérée des ressources pastorales.

Les zones de concentration très faible et faible ont enregistré des situations de transhumance transfrontalière (12%). Le reste des mouvements sont purement internes car à cette période (mars-avril), plusieurs transhumants sont toujours au-delà des frontières, attendant les premières pluies pour rebrousser chemin.





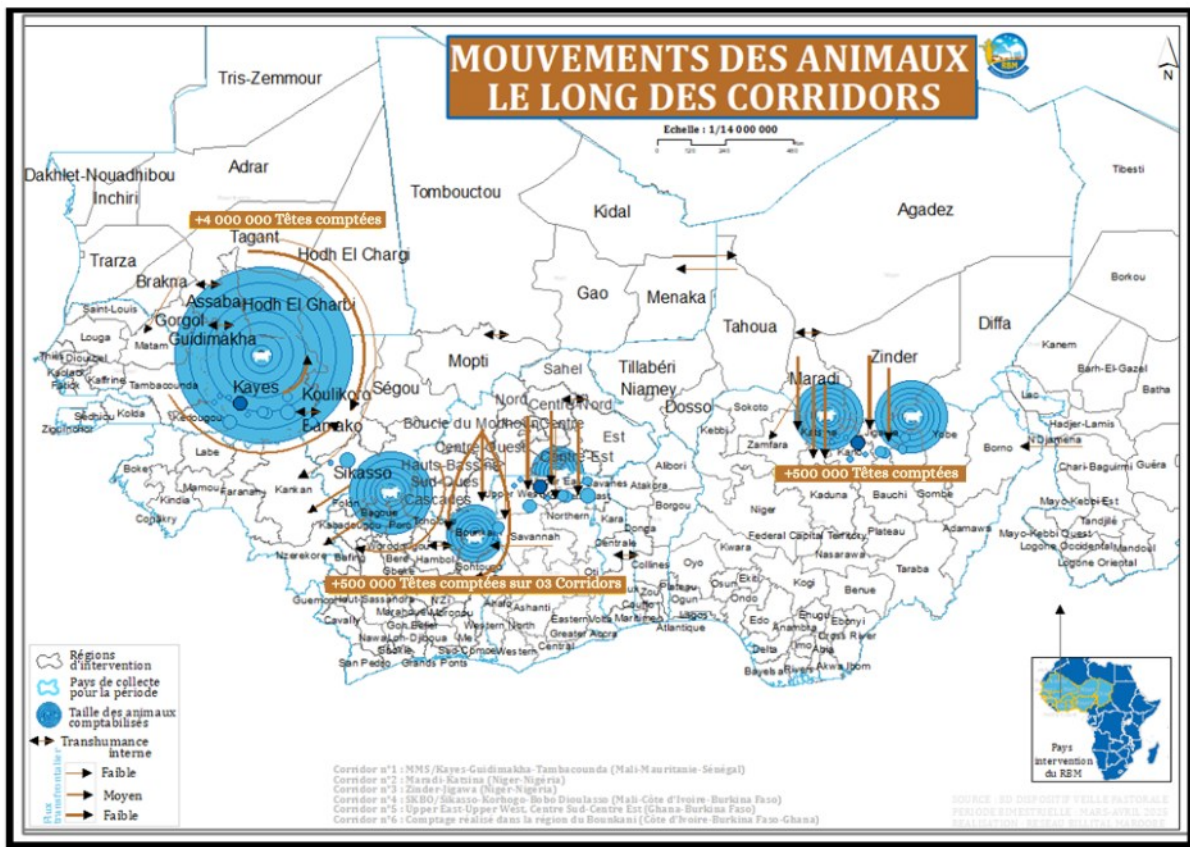
Carte n°4 : Concentration des animaux et mouvements du bétail.

➤ Situation de la mobilité pastorale

La carte révèle une concentration hétérogène des mouvements pastoraux à travers six corridors majeurs, matérialisés par des dispositifs de comptage. Le corridor Mali-Mauritanie-Sénégal (MMS) domine avec le plus grand nombre de têtes d'animaux recensées, reflétant son rôle historique comme axe de transhumance sahélien, probablement lié à la disponibilité de pâturages et de points d'eau pérennes. Vient ensuite le corridor Niger-Nigéria, structuré autour des sous-espaces Maradi-Katsina (zone frontalière dynamique) et Zinder-Jigawa (pression agricole accrue), où les flux animaux traduisent à la fois des traditions pastorales et des stratégies d'évitement des conflits.

La région du Bounkani (Côte d'Ivoire) enregistrent des effectifs significatifs mais moindres, soulignant une adaptation des éleveurs aux contraintes foncières et climatiques. Les corridors Nord Ghana (Upper East/Upper West) et Sud Burkina Faso (Centre-Sud/Centre-Est). Le corridor SKBO (Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso) ferment la boucle avec des chiffres plus modestes, suggérant à la fois une saturation des parcours traditionnels et surtout des défis sécuritaires limitant les déplacements.

Ce nombre important d'animaux et d'éleveurs comptabilisés illustrent une transhumance massive, mais aussi une vulnérabilité accrue aux risques sanitaires et climatiques, concentrée sur les axes principaux.



Carte n°5 : Mobilité pastorale / Transhumance interne et transfrontalière.

Les données sur la concentration et les mouvements des animaux révèlent une pression accrue sur les corridors pastoraux, amplifiant les défis déjà identifiés dans les indicateurs antérieurs :

- i. **SPAI (Disponibilité en pâturages)** : Les zones de forte concentration animale (ex : corridor MMS, Niger-Nigéria) coïncident avec les territoires où le SPAI signale une raréfaction critique des ressources fourragères, confirmant un cycle du surpâturage qui entraîne la dégradation et à son tour entraîne les conflits.
- ii. **Conflits agropastoraux** : Les corridors à flux élevés (Maradi-Katsina, Nord Ghana) sont aussi ceux où les alertes de tensions pour l'accès à l'eau et aux terres ont bondi de +15%, selon les précédentes analyses.
- iii. **Vulnérabilité sanitaire** : La densité animale dans ces axes augmente les risques épidémiques, notamment dans des zones comme Zinder-Jigawa par exemple, où l'accès aux soins vétérinaires reste limité.

ÉTAT D'EMBOINTE DES RUMINANTS

➤ État des lieux et statistiques

- 68 % des ruminants sont classés « Passable », indiquant qu'une majorité d'animaux survivent avec des réserves corporelles minimales, mais sans marge de résilience face à

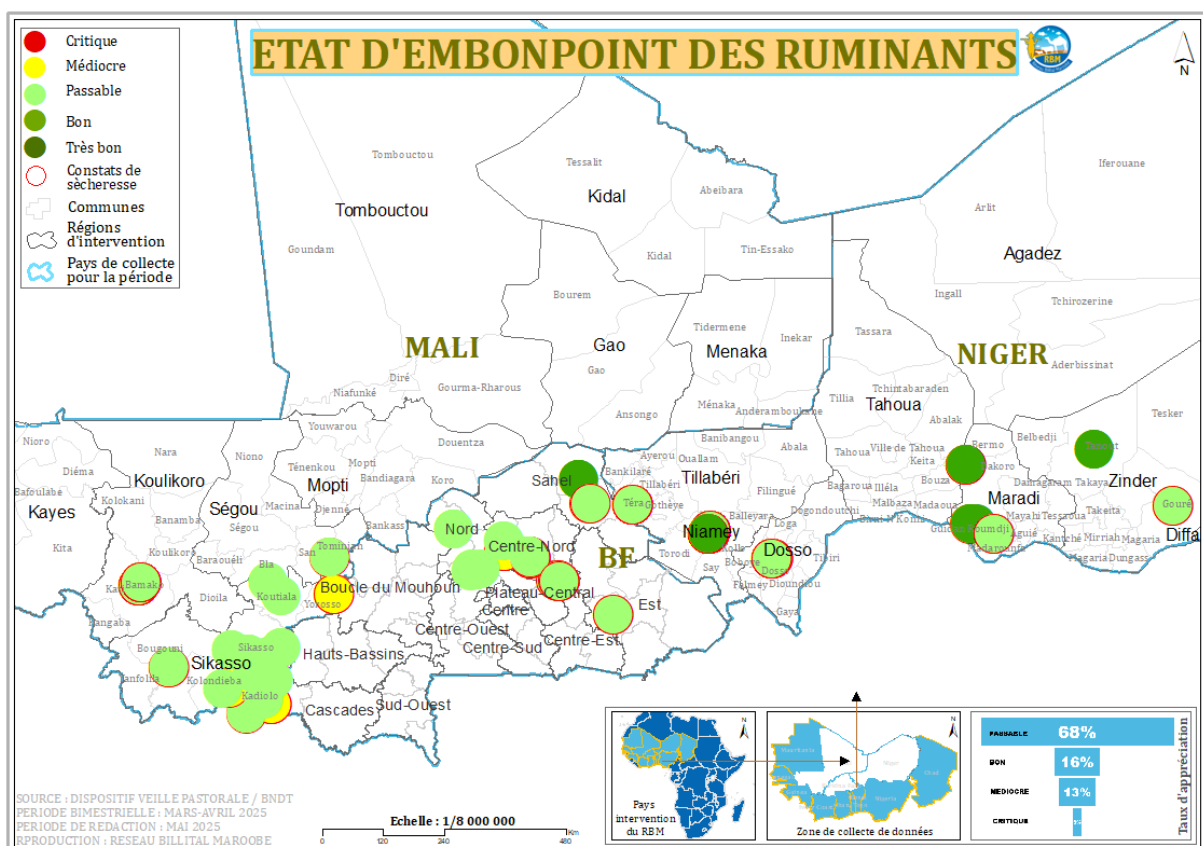
un stress supplémentaire (sécheresse, maladie).

- Seuls 16 % atteignent un état « Bon », probablement concentrés dans des zones à ressources stables (points d'eau pérennes, pâturages gérés).
- 13 % en état « Médiocre » et 3 % « Critique » signalent des cas d'urgence : animaux émaciés, à haut risque de mortalité, souvent dans des zones arides telle que le nord du Niger, le Sahel burkinabè ou encore des zones surpeuplés.

➤ Interprétation et implications

- La prédominance du « Passable » reflète une précarité généralisée des ressources fourragères, cohérente avec les données SPAI antérieures sur la raréfaction des pâturages.
- Le faible taux d'animaux en « Bon » état souligne l'absence de surplus nutritionnel, limitant la productivité laitière et la reproduction.
- Les 3 % critiques exigent une intervention rapide telle que des distributions ciblées d'aliments, des soins vétérinaires, etc., pour éviter un effondrement des moyens de subsistance des éleveurs.

Ces résultats corroborent les alertes de sécheresse et de concentration animale analysées plus tôt : la pression sur les ressources explique directement la dégradation de l'embonpoint. Une corrélation directe aussi avec l'indicateur SPAI : les zones où le SPAI signale une disponibilité fourragère inférieure à 30 % enregistrent les scores d'embonpoint les plus bas.



Carte n°6 : Etat d'embonpoint des ruminants et constat de sécheresses.

➤ **Comparaison avec la période bimestrielle passée**

® **Détérioration généralisée :**

- La catégorie « Médiocre » passe de 10 % à 13 %, et un nouveau seuil critique (3 %) apparaît, reflétant l'aggravation de la sécheresse et l'épuisement des ressources.
- Les animaux en état « Bon/Très bon » chutent de 28 % à 16 %, signe d'une raréfaction accélérée des pâturages et points d'eau.

® **Déplacement des populations animales :**

- La hausse du « Passable » (+6 %) traduit une migration forcée vers des zones moins dégradées (corridors MMS, Maradi-Katsina, Zinder-Jigawa, SKBO), mais ces troupeaux restent en équilibre précaire.
- La disparition du « Très bon » (2 % à 0 %) confirme la saturation des zones refuge (fleuves, barrages) face à l'afflux massif de troupeaux.

® **Impact de la sécheresse :**

- Le déficit pluviométrique de -40 % (mars-avril) a accéléré l'assèchement des pâturages résiduels, poussant 62 % à 68 % des animaux dans un état « Passable » (un seuil minimal de survie à surveiller).
- Les régions arides concentrent désormais 13 % d'animaux médiocres et 3 % critiques, contre 10 % auparavant.

➤ **Lien avec les indicateurs précédents**

- Crises sanitaires : Les animaux en état « Critique/Médiocre » (16 %) sont plus vulnérables aux maladies, exacerbant les pertes de cheptel.
- Conflits : La concentration accrue autour des points d'eau restants explique la hausse de +15 % des tensions agropastorales.
- SPAI (Disponibilité fourragère) : La baisse de l'embonpoint corrèle avec les alertes SPAI < 30 % dans les corridors surpeuplés.

La période mars-avril 2025 marque un point de bascule : la dégradation de l'embonpoint révèle l'effondrement des résiliences pastorales face à une sécheresse prolongée.

FEUX DE BROUSSE, PHENOMENES NATURELS & ANTHROPIQUES

➤ **Feux de brousse**

Les feux de brousse sont un phénomène récurrent dans les régions sahéliennes, souvent déclenchés par des activités humaines (agriculture, chasse, etc.) ou par des conditions climatiques extrêmes (sécheresse, vents forts). Ils ont des impacts significatifs sur les écosystèmes, les moyens de subsistance des populations pastorales et agricoles, et la sécurité alimentaire.

➤ **Analyse des données spécifiques**

Phénomène	Données clés	Régions les plus touchées	Impacts directs
Feux de brousse	<ul style="list-style-type: none"> ○ 22 Occurrences ○ +28 % de surfaces brûlées ○ 8 500 ha environ détruits (mars-avril 2025) 	Tillabéri (Niger), Mopti (Mali), Nord Burkina Faso	Perte de près de 40 % des pâturages résiduels et une forte émission de CO ₂ non séquestré.
Sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> ○ 11 Occurrences ○ Déficit pluviométrique (-45 %) ○ 95 % des zones pastorales en stress 	Sahel central, Zinder-Jigawa (Niger), Dori (Burkina Faso)	<ul style="list-style-type: none"> - Mortalité animale (+20 %) et - Effondrement des récoltes
Stress hydrique	<ul style="list-style-type: none"> ○ 70 % des points d'eau asséchés ○ Accès à l'eau : 2,5 L/j/personne 	Maradi (Niger), Gao (Mali), Nord Ghana	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits agropastoraux (+25 %) et - Exode rural
Inondations localisées	<ul style="list-style-type: none"> ○ Plus de mille hectares inondés (pluies rares et intenses) ○ 15 000 personnes déplacées 	Sud Mali, Nord Côte d'Ivoire, Sikasso (Burkina Faso)	Destruction de cultures, choléra (plusieurs cas signalés)
Transhumance forcée	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1,5 million de têtes déplacées ○ +35% de conflits liés aux parcours 	Corridors Mali-Mauritanie-Sénégal, Niger-Nigéria	Surcharge des zones refuge, tensions entre les populations

➤ **Projections pour mai-juin 2025**

PHENOMENE	RISQUES	CONDITIONS DE SURVENANCE
Sécheresse	Risque de famine pour 3 millions de personnes	Si les pluies tardent
Inondation	Alerte aux crues éclair dans les zones arides	En cas de pluies intenses
Feux de brousse	Prévision de +40 % de surfaces brûlées	Sans interventions urgentes

➤ **Comparaison avec la période précédente**

La période mars-avril 2025 a marqué une escalade dramatique des feux de brousse au Sahel central et dans plusieurs autres pays d'intervention du RBM, contrastant avec les premiers signaux alarmants de janvier-février 2025. Au Niger, la région de Tillabéri est devenue l'épicentre de la crise : les superficies brûlées ont bondi de 15 à 44 hectares (+193 %), alimentées par une sécheresse extrême et d'autres situations incontrôlées, comme à Bankilaré où un incendie géant a ravagé les pâturages. Au Burkina Faso, le Sahel a vu les tensions communautaires exploser (+40 %), les feux liés aux stratégies de sécurisation détruisant les dernières ressources pastorales. Au Mali, la région de Sikasso a subi une perte de 15 % de ses pâturages, tandis que les éleveurs de Zinder (Niger) et du Nord Burkina Faso, privés d'eau et d'herbe, se sont rués vers les zones épargnées, déclenchant des conflits pour chaque hectare intact. L'incident le plus symbolique survint à Sedesgaye, Tchintabaraden, Tahoua (Niger), où un feu incontrôlé, attisé par des vents violents, réduisit en cendres 04 vaches et plusieurs ânes, résumant la vulnérabilité des troupeaux face à cette crise.

Dans les pays du Golfe de Guinée, le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire n'ont pas été épargnés. L'expansion agricole et minière, couplée à des pratiques de brûlis anarchiques, a transformé les forêts et savanes en paysages calcinés, menaçant la sécurité alimentaire de milliers de personnes dépendant de l'élevage et des cultures fourragères.

➤ Récit des causes et conséquences de l'aggravation des feux de brousse

Plusieurs facteurs expliquent cette aggravation dramatique. D'abord, une saison sèche précoce et intense a desséché les herbes et les buissons, transformant la savane en un immense réservoir de combustible. Les vents violents de mars-avril ont propagé les flammes en un clin d'œil, réduisant en cendres des milliers d'hectares. Ensuite, les activités d'ordre sécuritaire ont joué un rôle inattendu : dans des régions comme Tillabéri (Niger) ou le Sahel burkinabè, le processus de restauration des territoires ont accidentellement déclenché des incendies, comme à Bankilaré où un feu géant a embrasé les pâturages après une opération. Enfin, les pratiques ancestrales ont persisté : des agriculteurs, pressés de défricher des terres pour les semailles, ont allumé des brûlis malgré les risques, alimentant le cycle infernal.

Les conséquences de ces incendies se propagent comme une traînée de poudre. Les sols, calcinés et appauvris, ont mis des années à retrouver leur fertilité, condamnant des générations d'agriculteurs à la précarité. L'insécurité alimentaire frappe déjà 20 % des éleveurs : à Sedesgaye (Niger), des familles ont perdu leurs dernières vaches dans les flammes, plongeant dans la détresse celles qui vivaient du lait et de la viande. Pire, la guerre de l'eau a éclaté : à Markoye (Burkina Faso) et Gao (Mali), éleveurs et cultivateurs s'affrontent à la machette près des mares résiduelles, ultimes oasis dans un paysage de cendres.

ANALYSE COMPARATIVE DES PRIX DES PRODUITS AGROPASTORAUX

➤ Prix moyens des produits agropastoraux (en F CFA)

Données projetées pour les trois pays :

Pays/Régions	Burkina Faso (Région du Sahel)	Mali (Région de Mopti)	Niger (Région de Tillabéri)
Ovins	68 000 (+4%)	65 000 (+3%)	68 000 (+3%)
Caprins	38 000 (+5%)	35 000 (+4%)	41 500 (+4%)
SPAI	10 500 (+7%)	9 800 (+6%)	10 300 (+6%)
Riz (kg)	720 (+8%)	680 (+6%)	610 (+6%)
Mil (kg)	320 (+6%)	310 (+5%)	290 (+5%)
Sorgho (kg)	300 (+5%)	295 (+4%)	290 (+5%)
Sucre (kg)	820 (+10%)	790 (+7%)	800 (+7%)
Savon (unité)	400 (+8%)	380 (+6%)	400 (+7%)
Main d'œuvre (jour)	1 600 (+12%)	1 500 (+10%)	1 750 (+6%)

➤ Tendances par catégorie

i. Petits ruminants (Ovins et Caprins)

- Burkina Faso : Hausse marquée des prix (+4 à 5%) en raison des conflits armés limitant l'accès aux marchés.
- Mali : Stagnation relative des prix (+3 à 4%) dans la région de Mopti, malgré l'insécurité.
- Niger : Tillabéri maintient des prix élevés (+3 à 4%), mais avec une offre réduite due aux déplacements de population.

ii. Aliment du bétail (SPAI)

- Burkina Faso : Prix les plus élevés (+7%) en raison de la fermeture de certaines routes commerciales.
- Mali : Hausse modérée (+6%) liée à la demande accrue des éleveurs transhumants.
- Niger : Pénurie chronique à Tillabéri (+6%), aggravée par les feux de brousse.

iii. Céréales

- Riz : Pic au Burkina Faso (+8%) en raison des perturbations logistiques.
- Mil/Sorgho : Hausse généralisée (+5 à 6%), exacerbée par la demande des ménages en période de soudure.

iv. Produits de consommation et main-d'œuvre

- Inflation généralisée : Le sucre et le savon subissent des hausses de +7% à +10% dans les trois pays, impactés par les coûts de transport et la spéculation.
- Main-d'œuvre : Tillabéri (Niger) reste la plus rémunératrice (1 750 FCFA/jour), tandis que le Sahel burkinabè voit une hausse liée aux travaux agricoles d'urgence.

➤ Termes de l'échange (TE)

Calculés en mars-avril 2025 (prix d'un ovin / prix du mil) :

Pays/Régions	TE Ovins (kg de mil)	TE Caprins (kg de mil)
Burkina Faso (Sahel)	$68\ 000 / 320 = 213$	$38\ 000 / 320 = 119$
Mali (Mopti)	$65\ 000 / 310 = 210$	$35\ 000 / 310 = 113$
Niger (Tillabéri)	$68\ 000 / 290 = 234$	$41\ 500 / 290 = 143$

✚ Tendances

- Niger conserve les meilleurs termes de l'échange grâce à des prix du bétail élevés.
- Burkina Faso et Mali : Termes de l'échange en baisse (-5% par rapport à janvier-février 2025), reflétant un pouvoir d'achat affaibli.

➤ Synthèse des vulnérabilités par pays

Pays	Zones favorables	Zones vulnérables
Burkina Faso	Prix stables du bétail au Centre-Nord	Sahel : Insécurité, conflits, inflation du SPAI (+7%)
Mali	Disponibilité de pâturages à Kayes	Mopti : Insécurité, termes de l'échange en baisse (-8%)
Niger	Tillabéri : TE élevés	Tahoua : Prix SPAI critiques (+10%), tensions

Le Sahel central fait face à une pression multidimensionnelle (climat, insécurité, inflation), avec des disparités marquées entre les pays. Le Niger montre une résilience relative grâce à des termes de l'échange avantageux en cette période, tandis que le Burkina Faso et le Mali nécessitent des interventions urgentes pour stabiliser les marchés et sécuriser les populations. Une coordination régionale renforcée est indispensable pour éviter l'effondrement des systèmes agropastoraux.

➤ Comparaison et projection générale

Ovin : La période précédente a vu des prix extrêmement variables (35 000 F à 80 000 F), avec des hausses liées aux fêtes, à l'insécurité et d'autres facteurs, et des baisses dans les zones où l'offre a explosé. A la période suivante (mai-juin 2025), une hausse modérée (+3 à 5%) est attendue, surtout au Niger (Tillabéri à 68 000 F), mais les projections ignorent les pics locaux (exemple : 80 000 F à Kirsi). Si les marchés se sécurisent, la baisse observée à Ouahigouya pourrait s'atténuer.

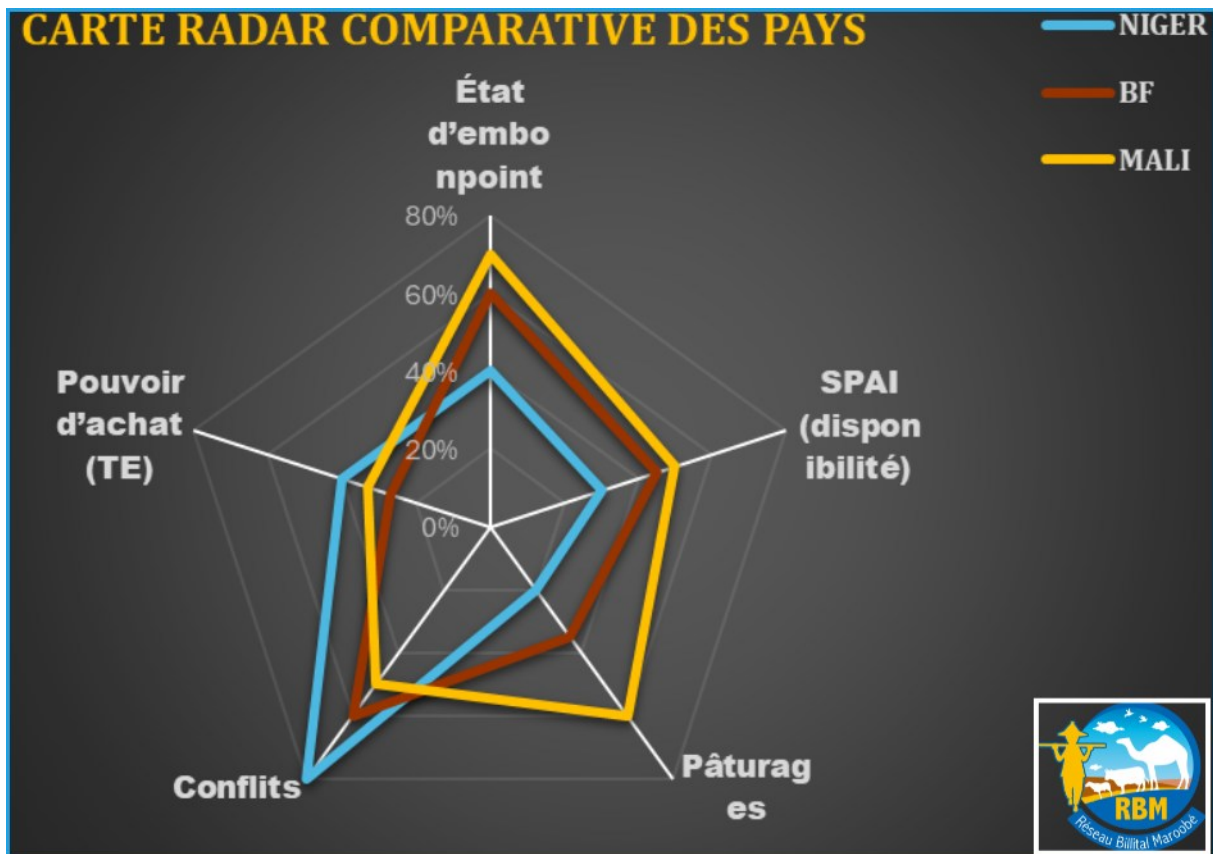
Caprin : Les prix ont chuté (17 500 F à 35 000 F) en raison des ventes massives d'urgence. A la période mai-juin 2025, une légère reprise (+4%) est prévue au Niger, tandis que le Mali et le Burkina resteront stables. Cette projection suppose une réduction des ventes forcées, liée à une amélioration hypothétique de la sécurité.

Aliment du bétail SPAI : Il a baissé (10 000 F/sac) dans les zones stables, mais reste élevé (20 000 F) en zones de conflit. A la période mai-juin 2025, une hausse généralisée (+5 à 7%) est anticipée à cause des pénuries et des feux de brousse. Cependant, les projections négligent les baisses locales (exemple : 11 000 F à Kongoussi), nécessitant des ajustements pour les régions à forte production agricole.

Les marchés agropastoraux du Sahel central restent vulnérables. Les projections mai-juin, bien que modérément optimistes, doivent intégrer les réalités locales et l'insécurité pour éviter des écarts majeurs.

La carte radar ci-dessous permet de visualiser et comparer cinq indicateurs clés du contexte pastoral entre les pays du Sahel central.

- **Forme et superficie** : Plus la forme est large sur un axe, meilleure est la performance du pays pour cet indicateur.
 - ® Exemple : Une large extension sur l'axe « Pâturages » signale une bonne disponibilité de fourrage.
 - ® À l'inverse : Un creux sur l'axe « Conflits » indique une zone à tensions élevées.
- **Couleurs** : Chaque pays est représenté par une couleur distincte
- **Utilité** :
 - ® Identifier les points forts (exemple : bon état d'embonpoint au Mali).
 - ® Cibler les vulnérabilités (exemple : conflits fréquents au Niger).
 - ® Guider les décisions stratégiques (exemple : prioriser l'accès au SPAI au Burkina Faso).



Carte n°7 : Toile d'araignée des données projetées par indicateur.

➤ Impacts globaux sur les éleveurs

a. Impacts positifs

- Amélioration du pouvoir d'achat : Les éleveurs obtiennent plus de céréales par animal vendu, renforçant leur résilience alimentaire.
- Réduction des ventes forcées : Moins besoin de vendre du bétail pour survivre, préservant le capital animal.
- Stabilité économique : Dans les zones où les termes de l'échange sont élevés (exemple : Tillabéri), les éleveurs peuvent investir dans des intrants ou des soins vétérinaires.

b. Impacts négatifs

- Exclusion des petits éleveurs : Si les prix du bétail montent trop, les plus pauvres ne peuvent plus acheter/élever des animaux.
- Dépendance aux marchés : Une hausse des termes de l'échange basée sur des prix volatils (exemple : céréales) expose les éleveurs aux fluctuations.
- Pressions sur les ressources : Dans les zones à TE élevés, la concentration du bétail peut épuiser les pâturages et les points d'eau.



CONCLUSION GENERALE DE LA SITUATION PASTORALE AU SAHEL

La période de mars à avril 2025 révèle un paysage agropastoral sous tension dans le Sahel central, marqué par des défis économiques, sécuritaires et environnementaux interdépendants. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les éleveurs et agriculteurs font face à une hausse généralisée des prix : les ovins et caprins voient leurs coûts augmenter de 3 à 5%, tandis que le riz et le complément alimentaire pour bétail (SPAI) subissent des envolées de 5 à 10%, alimentées par les conflits armés, les feux de brousse et les perturbations logistiques.

Au Niger, la région de Tillabéri incarne ces pressions. Malgré une amélioration des termes de l'échange (+49% pour les ovins), permettant aux éleveurs d'acquérir davantage de céréales, les conflits fréquents (8/10 sur l'échelle régionale) et la raréfaction des pâturages (20% de disponibilité) menacent la mobilité pastorale et la sécurité alimentaire.

Au Burkina Faso, la région du Sahel lutte contre une insécurité persistante et un accès limité au SPAI (45% de disponibilité). Si les termes de l'échange pour les caprins progressent (+43%), cette hausse ne compense pas l'inflation des céréales, laissant les ménages vulnérables face à la flambée des prix du riz (+10%).

Au Mali, la région de Mopti présente un paradoxe : des pâturages relativement abondants (60% de disponibilité) et un embonpoint animal stable (7/10) contrastent avec un pouvoir d'achat en recul (150 kg de mil par ovin), fragilisé par l'afflux de transhumants et des tensions latentes.

Sur la base de l'analyse des données issues du système de veille pastorale pour les mois de mars et avril 2025, plusieurs pistes prioritaires se dégagent afin de guider les actions à court et long terme :

- Sur le long terme, une coordination transfrontalière est cruciale pour rouvrir les corridors commerciaux, réhabiliter les points d'eau et promouvoir des pratiques pastorales durables.
- La création d'un observatoire régional des prix permettrait d'ajuster les politiques en temps réel, tandis que des
- Des crédits adaptés aux petits éleveurs réduiraient les ventes forcées de bétail.
- La période de soudure (mai-juin 2025) exigera une vigilance accrue. Sans intervention rapide, les gains économiques pourraient être annihilés par une recrudescence des conflits ou des chocs climatiques.
- Mobilisation inclusive et adaptative, associant acteurs locaux et internationaux, pour transformer les fragiles progrès en résilience durable. L'équilibre entre préservation des

ressources, sécurité alimentaire et stabilité sociale reste à construire, dans un contexte où chaque mois compte.





Réalisé avec l'appui technique et financier



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Réseau Billital Maroobe :
BP : 10 648 Niamey, Niger - Tél : +227 20 74 11 99
www.maroobe.com